

Initiatives ministérielles

vends à l'extérieur et que de nouvelles devises entrent au pays.

Et lorsque nos produits canadiens sont mis sur le marché européen ou sur le marché américain avec une taxe incluse de 13,5 p. 100, je suis automatiquement disqualifié, ou bien j'ai plus de misère pour me qualifier à ce niveau international, au niveau des ventes.

Monsieur le Président, je me dis: Si on veut maintenir nos programmes sociaux, si on veut maintenir la richesse collective des Canadiens, il faut amener de l'argent dans ce pays, et on va amener de l'argent lorsqu'on exportera notre travail ou lorsqu'on exportera notre produit.

Donc, je veux aller taxer les gens riches sur ce qu'ils font avec leur argent. Deuxièmement, je veux rendre mes produits d'exportation compétitifs. Troisièmement, et là on ne le dit pas assez, nous n'avons pas de marques extérieures pour faire des castes de gens riches et de gens pauvres. Je veux aider les personnes moins bien fortunées à affronter cette dépense-là. C'est pour cela qu'il y a aura des retours en fonction du rapport d'impôt de l'année précédente. Il va y avoir, pour les foyers ayant des revenus de 30 000\$ et moins, des ristournes qui seront envoyées quatre fois par année aux gens qui font 30 000\$ et moins. Pas pour dépenser la première journée qu'ils la recevront. C'est pour les aider à affronter les dépenses supplémentaires qui arriveront.

C'est vrai que s'ils vont au St-Hubert Bar-B-Q ou au McDonald manger un demi-poulet à 10 dollars, il coûtera 10.70\$. On ne compte pas de menteries aux gens, on leur dit que c'est vrai. Mais pour t'aider à affronter ton 70 c. tu vas recevoir quelque chose qui va t'aider à le faire, ce sera la ristourne que tu vas recevoir le 1^{er} janvier, le 1^{er} mars, 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre. Et, avec cela, tu pourras affronter les dépenses extraordinaires.

On ne ment pas quand on dit cela! Moi je n'en ai pas besoin. Moi, monsieur le Président, je fais un salaire de 80,000\$, je n'ai pas besoin de la ristourne, je suis capable, parce que je considère une chose: Que l'économie canadienne va être payée par les Canadiens, elle ne sera pas payée par les gens de l'extérieur. Les dettes seront payées par les Canadiens, elles ne seront pas payées par les gens de l'extérieur. C'est à nous. On demande de plus en plus au gouvernement. À tous les ans on payait des choses absolument extraordinaires pour les Canadiens. On a parlé de VIA Rail, on a parlé d'un paquet de services. On a pris des mesures énergiques au point de vue économique. Il y a un nouveau Budget qui s'en vient et je suis certain qu'il y en aura dedans également.

Je me souviens qu'en 1984 lorsqu'on a présenté le premier Budget et qu'on a commencé à faire des coupures, j'entendais une candidate au leadership du parti libéral, de l'autre côté, qui disait: «*Cut, Cut, Cut*», et qui disait: «*Jobs, Jobs, Jobs*». Il ne s'est jamais tant créé de

jobs. Il ne s'est jamais tant créé de jobs depuis ce temps-là!

Il y a des risques à prendre au point de vue politique. Il y a des risques à prendre au point de vue budgétaire. Et les risques que nous avons pris en 1984, en 1985 et 1986 ont porté des résultats.

Monsieur le Président, je le répète, je veux absolument aller taxer les riches sur ce qu'ils font avec leur argent. Deuxièmement, je veux rendre mes produits compétitifs sur la scène internationale en enlevant la taxe de 13.5 de là et en rendant un produit compétitif pour mes exportateurs.

Troisièmement, je veux aider les personnes les moins fortunées pour qui ce sera une dépense supplémentaire; je veux aider ces gens-là à affronter de nouvelles dépenses. Et, à travers cela, monsieur le Président, il faut dire aux gens qu'il y a des exceptions. Ce n'est pas tous les produits qui seront taxés. La nourriture ne le sera pas, les médicaments ne le seront pas, les loyers ne le seront pas, les maisons-usagées ne le seront pas.

Donc, monsieur le Président, il y a des exceptions dans. . .

M. Fontana: *What is the definition of «Food»?*

M. Hudon: . . . On cherche la définition de la nourriture. Les libéraux en sont à se demander, monsieur le Président, c'est quoi la définition de la nourriture. Bien, ils ont été au pouvoir pendant 22 ans, ils auraient pu la trouver!

M. Nystrom: C'est le caviar et les Big Macs!

M. Hudon: Ah! Le caviar! Ah bon! On va partir. . . Comment il se vend de tonnes de caviar par année. Le NPD qui part avec ses procès de caviar! Les libéraux se demandent, monsieur le Président, c'est quoi la définition de la nourriture. C'est honteux! C'est honteux! Vous vous posez la question?

M. Fontana: *Is Barbecue chicken food?*

M. Hudon: Vous vous posez la question. Là, je vais parler des médicaments et on va dire que les médicaments ne sont pas taxés. Ils vont dire: C'est quoi la définition d'un médicament? On va leur rappeler que dans le projet de loi C-22, on l'a trouvé après eux la définition du médicament et cela a porté fruit, à part cela. Parce que je vous dis que durant les 22 ans où ils ont été au pouvoir, ils n'avaient pas une grande définition des médicaments. Ils ne savaient pas trop ce que cela voulait dire. Maintenant, ils se posent la question: C'est quoi la nourriture? Ils peuvent bien demander, monsieur le Président, de prolonger les heures pour qu'on en dise encore davantage. Les gens qui nous écoutent, monsieur le Président, doivent dire que c'est sérieux «à mort».

Donc, monsieur le Président, la réforme qui est entreprise à l'heure actuelle, conjuguée avec la réforme de l'impôt, va amener des résultats bénéfiques au niveau de l'économie générale de ce pays-là. Tous les politiciens